

Réunion du 25 avril 2018 - les séries à 10

Il est à noter que plus de 45 clubs sont présents pour la réunion, ce qui prouve l'intérêt de tous. Plusieurs clubs se sont en outre excusés !

En ouverture de réunion l'animateur, Yves Douin présente la réflexion que le comité provincial a eu durant une longue année au sujet de la problématique de l'interclubs.

Dès l'entame il pose deux questions :

- L'interclubs est-il malade ? la réponse est affirmative pour 66% des membres présents
- Faut-il changer les choses ? la réponse est plus partagée et le oui récolte autour des 50%

A l'heure actuelle le phénomène des équipes brûlées est toujours aussi présent. Si lors de l'instauration de ce système on aurait pu croire à la mise en place d'une régulation rapide, force est de constater que ce phénomène perdure dans le temps. Ceci a pour effet des répercussions en cascade et comme conséquence de ne plus disposer d'équipes réserves qui peuvent prétendre à la montée.

L'absentéisme, constaté plus spécialement lors du second tour, peut être imputé à un problème de mentalité et à la confection du calendrier imposé par les instances nationales.

Pour le passage éventuel des séries de 12 à 10 la réflexion se base sur deux étapes :

- L'incidence sur les montées et descentes, d'où le passage en deux ou trois saisons pour éviter trop de descentes dans certaines séries. Une certaine régulation se faisant par les équipes brûlées.
- D'autres mesures doivent accompagner le passage aux séries à 10 afin de rendre le championnat plus attractif.

Il y a quelques certitudes :

- Les matchs qui doivent se jouer sur des semaines du mois d'avril posent de gros problèmes.
- Les matchs qui doivent se jouer sur des semaines d'examen ou de congés scolaires posent aussi des problèmes.
- Enfin des rencontres font l'objet de résultats qui peuvent poser des questions car des points se perdent par suite de démobilisation.

Le CP pense que la diminution de semaines d'interclubs permettrait de supprimer les semaines qui posent le plus de problèmes et de rendre les 18 semaines plus intéressantes (moins de ventre mou).

Pour les semaines libres, il faudrait offrir à ceux qui désirent une compétition dont les résultats entreraient en ligne de compte pour les fiches de classement.

Une autre constatation est que pour tous les autres sports de raquette aucun ne propose un championnat avec 22 semaines de compétition.

A l'étranger la plupart des championnats se déroulent avec des séries de 10.

Enfin il a été prêté une attention toute particulière pour que la correspondance entre le calendrier provincial (à dix) soit en concordance avec le championnat WB et national (à douze).

Pour info les numéros 6 et 11 sont les numéros supprimés dans la grille de 10 ; il serait donc demandé au national et wb de ne pas attribuer ces numéros aux clubs de la Province de Liège.

Il n'y a pas de semaines 1 et 2 dans un calendrier à 10 équipes, on commence avec la semaine 3 qui correspond à la semaine 3 du calendrier à 12.

Les semaines 10 et 11 (du calendrier à 10) seraient déplacées en semaine 1 et 2 (du calendrier à 12) afin d'éviter décembre et avril. Seul ce changement permet d'avoir une concordance parfaite avec le calendrier à 12 (numéro) et ainsi de conserver aux clubs de nationale et de wb une occupation de salle optimale en rapport avec leurs demandes de début de saison.

Ouverture du débat avec les participants :

De manière générale l'assemblée n'est pas favorable au passage aux séries à 10 car la majorité des joueurs désirent disputer 22 semaines. L'assemblée n'est pas convaincue que le fait de jouer moins de match assurerait un meilleur déroulement de ceux-ci.

L'attention est néanmoins attirée sur le fait qu'il faut faire bouger les choses au niveau du calendrier.

Quelques pistes sont proposées :

- Des séries de 6 avec un second tour composé de play-off et de play-down.
- Un championnat mieux agencé avec la suppression éventuelle des journées A/R et une trêve plus longue à mi saison.
- La base de la pyramide (division 6) où l'inter génération ne fait pas toujours bon ménage, l'intérêt pour la compétition des jeunes n'étant pas celui des moins jeunes.

Certains évoquent aussi le manque à gagner pour les clubs avec deux journées en moins à domicile, ce qui pourrait mettre en danger l'équilibre financier de ceux-ci.

Le gros du débat se concentre beaucoup plus sur des mesures à prendre pour éviter que des rencontres soient sans intérêt. Les équipes à 3, à 3+ et à 2+ sont légion durant le championnat et certaines équipes par leur statut (leader incontesté) font encore plus régulièrement les frais de ce règlement « permissif ».

Les forfaits isolés et les forfaits généraux d'avant-saison renforcent encore le sentiment d'avoir un championnat tronqué et certains se demandent où se trouve encore l'intérêt de jouer toutes les semaines.

Il est rappelé que par le passé de nombreuses propositions ont été faites en ce sens et qu'aucune n'a jamais pu être mise en place faute d'avoir recueilli une majorité lors du vote à l'AG. En effet, il est rappelé que pour modifier des règlements, même pour ne les appliquer qu'en province, il faut que ces modifications soient ratifiées par l'AG provinciale. Il est donc impossible, comme le demande certains, d'imposer des modifications aux règlements.

Pour certains, un manque de temps de réflexion par rapport aux propositions présentées en AG est la cause principale du refus, pour d'autres c'est aussi la peur du changement qui les bloque. Par le passé un comité de travail avec des membres de plusieurs clubs avait déjà été mis sur pied, aucune de leurs propositions n'avaient été votées favorablement.

Finalement, il est proposé aux clubs d'envoyer pour le 6 mai au plus tard des suggestions pour améliorer sportivement l'interclubs. Celles-ci doivent être claires et expliquées de façon succincte. Le CP triera, groupera, analysera et mettra en forme, pour que cela soit acceptable par rapport aux règlements fédéraux, les propositions qu'il recevra. Celles qui manifestement seront revenues le plus souvent seront présentées lors de l'AG du 16 mai.

En effet, une majorité semble être favorable à ce que ces changements interviennent le plus rapidement possible.